



Section canadienne

**SUIVI DES RÉOLUTIONS ÉMANANT LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION,
DE LA COMMUNICATION ET DES AFFAIRES CULTURELLES ET ADOPTÉES PAR
L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE À LUXEMBOURG
EN JUILLET 2017**

Réunion de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles
Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) 20 et 21 avril 2018

INTRODUCTION

Le présent document dresse un aperçu d'initiatives parlementaires et gouvernementales canadiennes qui concernent les résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'Assemblée parlementaire de la francophonie qui ont été adoptées par l'assemblée plénière à Luxembourg en juillet 2017.

SUIVI DES RÉOLUTIONS

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
Résolution sur la marchandisation de l'éducation ¹	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre d'une étude sur l'apprentissage par l'expérience et la préparation au marché du travail, le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées a consulté des représentants d'entreprises et du milieu de l'éducation afin de discuter de la façon dont les jeunes sont préparés à joindre le marché du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis plus de 50 ans, le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) est un forum permettant de discuter de questions stratégiques et de renforcer la coopération entre tous les acteurs du secteur de l'éducation au Canada. Le CMEC représente le Canada dans les forums internationaux sur l'éducation. • En matière de reconnaissance des diplômes, le CMEC est l'hôte du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI). Le CICDI est un centre d'information et de référence en matière de reconnaissance et d'équivalence des diplômes et des titres professionnels. • En 2014, le CMEC a organisé un colloque sur l'adéquation entre les systèmes d'éducation et de formation et les besoins du marché du travail et publié un recueil sur les pratiques prometteuses en la matière. • Affaires mondiales Canada finance plusieurs programmes de bourses accessibles aux étudiants de la Francophonie. Par exemple, le Programme canadien de bourses de la Francophonie accueille des étudiants francophones au Canada depuis plus de 30 ans, et le Programme de bourses pour les leaders africains de demain accueille des étudiants francophones depuis 2015.

¹ Au Canada, l'éducation est un domaine de compétence provinciale. En 1967, les provinces et territoires ont créé le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC), un organe de concertation nationale en matière d'éducation. Les paramètres de coopération en matière d'éducation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux sont établis par le [Protocole d'entente relatif à l'enseignement de la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde](#). C'est par l'entremise de ce Protocole et du CMEC que le gouvernement du Canada finance plusieurs initiatives en éducation.

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
Résolution sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation	<ul style="list-style-type: none"> En mai 2017, le Comité permanent de la Sécurité publique et nationale de la Chambre des communes a publié son rapport intitulé Protéger les Canadiens et leurs droits : une nouvelle feuille de route pour la sécurité nationale. Dans son rapport, le Comité recommande notamment que « Sécurité publique Canada élabore une stratégie communautaire de prévention de la radicalisation, en se fondant sur les données de la recherche et sur les meilleures pratiques locales. La stratégie devrait inclure des programmes visant à favoriser une participation plus complète des jeunes et des femmes dans la société, ainsi que l'inclusion des personnes et des groupes marginalisés, de même que des activités communautaires et de sensibilisation de portée plus générale² ». De même, le Comité recommande que « les programmes de lutte contre la radicalisation maintiennent et intensifient les efforts pour empêcher les groupes qui poussent à la radicalisation de s'implanter et de propager leur message de violence, ou d'ouvrir la voie aux facteurs précurseurs de violence³ ». 	<p>Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence</p> <ul style="list-style-type: none"> Le budget de 2016 du gouvernement du Canada proposait « d'octroyer 35 millions de dollar sur cinq ans, à compter de 2016-2017, et 10 millions par année par la suite, afin d'établir un bureau du coordonnateur de la sensibilisation des collectivités et de la lutte contre la radicalisation⁴ ». Ceci a mené à la création du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (le Centre canadien). Le Centre canadien « exerce un leadership national en ce qui concerne les actions que prend le Canada pour prévenir la radicalisation menant à la violence ». Il « travaille avec tous les ordres de gouvernement, les organismes à but non lucratif, les collectivités, les jeunes, les praticiens de première ligne, le milieu universitaire, les services chargés de l'application de la loi et les organisations internationales⁵ ». Les activités menées par le Centre canadien incluent les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence, qui met en priorité des secteurs d'activités pour lutter contre la radicalisation menant à la violence au Canada;

² Chambre des communes, Comité permanent de la sécurité publique et nationale, [Protéger les Canadiens et leurs droits : une nouvelle feuille de route pour la sécurité nationale](#), rapport, 42^e législature, 1^{re} session, mai 2017.

³ *Ibid.*

⁴ Gouvernement du Canada, [Budget 2016 : Assurer la croissance de la classe moyenne](#), 22 mars 2016.

⁵ Sécurité publique Canada, [Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence](#).

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
<p>Résolution sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation (suite)</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ soutenir le travail d'intervention par le financement, la recherche, la politique et les programmes adaptés au contexte canadien; ▪ travailler avec des partenaires pour mieux mesurer et évaluer ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et ce qui est prometteur dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence; ▪ mobiliser les groupes dans divers secteurs pour favoriser des relations et créer des possibilités de collaboration⁶. <ul style="list-style-type: none"> • Le Centre canadien « offre un financement aux organismes qui s'emploient à lutter contre la radicalisation menant à la violence au Canada dans le cadre du Fonds pour la résilience communautaire⁷ ». À titre d'exemple, voici quelques financements récents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le 20 avril 2018, « Michael Levitt, député de York-Centre, au nom de l'honorable Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, a annoncé le versement de près de 546 000 dollars, en provenance du Fonds pour la résilience communautaire, destinés à une initiative de recherche visant à évaluer différentes approches pour lutter contre la radicalisation menant à la violence au Canada⁸ ».

⁶ Sécurité publique Canada, [Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence](#).

⁷ *Ibid.*

⁸ Gouvernement du Canada, [Du soutien fédéral pour une étude à l'Université Ryerson afin de contrer la radicalisation conduisant à la violence](#), 20 février 2018.

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
<p>Résolution sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation (suite)</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le 19 janvier 2018, « l'honorable Amarjeet Sohi, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, a annoncé, au nom de l'honorable Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, le versement de près de 4 millions de dollars provenant du Fonds pour la résilience communautaire à deux organisations qui s'emploient à lutter contre la radicalisation menant à la violence en Alberta⁹ ». D'une part, le financement servira au Service de police d'Edmonton pour la réalisation d'un projet axé sur la résilience qui vise « à dissuader les gens d'emprunter la voie de la radicalisation qui mène à la violence en s'occupant des sources potentielles d'extrémisme violent, à la fois en ligne et hors ligne¹⁰ ». D'autre part, du financement sera alloué au projet de l'Organization for the Prevention of Violence afin « d'évaluer et de relever les sources potentielles d'extrémisme violent en Alberta et aidera à établir les partenariats nécessaires afin de lutter contre la radicalisation menant à la violence dans la province¹¹ ». • Le 5 avril 2018, l'honorable Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, a annoncé que les Canadiens sont invités « à faire part de leurs réflexions sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence dans le cadre d'une consultation menée en ligne par le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence¹² ». Les Canadiens sont notamment invités à s'exprimer sur les priorités suivantes :

⁹ Sécurité publique Canada, [4 M\\$ à des organisations d'Alberta pour contrer la radicalisation menant à la violence](#), Communiqué de presse, 19 janvier 2018.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

¹² Sécurité publique Canada, [Les Canadiens sont invités à exprimer leurs points de vue sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence](#), Communiqué de presse, 5 avril 2018.

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
<p>Résolution sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation (suite)</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ la façon dont les collectivités locales et les acteurs de première ligne peuvent participer à la lutte contre la radicalisation menant à la violence et ses effets néfastes; ▪ les domaines d'action où peuvent être dirigés le financement et d'autres ressources afin d'obtenir les meilleurs résultats; ▪ le rôle que le Centre canadien peut jouer pour approfondir les connaissances du public au sujet de la lutte contre la violence¹³. <p>Collaboration internationale</p> <ul style="list-style-type: none"> • De manière générale, « le Canada entretient un dialogue et des consultations continus sur la lutte antiterroriste avec ses alliés de partout dans le monde et participe activement à de nombreux mécanismes internationaux visant à contrer la menace terroriste. Parmi ces mécanismes de gouvernance, notons les Nations Unies (ONU), le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (FMLT), la Coalition mondiale contre Daech, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le G7¹⁴ ».

¹³ Sécurité publique Canada, [Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence](#).

¹⁴ Sécurité publique Canada, [Rapport public de 2017 sur la menace terroriste pour le Canada](#).

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
<p>Résolution sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation (suite)</p>		<ul style="list-style-type: none"> Chaque année, les ministres de la Sécurité publique, de la Justice et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté du Canada se réunissent avec leurs homologues du Groupe des cinq (Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, États-Unis) afin de discuter notamment de sujets reliés à la radicalisation. Lors de sa dernière réunion en juin 2017, les ministres se sont engagés « à collaborer avec des fournisseurs de services de communications pour s'en prendre aux activités et à la propagande terroristes en ligne ainsi que pour examiner le rôle, positif ou négatif, des médias traditionnels et sociaux et des acteurs communautaires dans les processus de radicalisation vers la violence¹⁵ » et « se sont également engagés à soutenir des pratiques efficaces dans ce domaine¹⁶ ». En ce sens, le gouvernement du Canada indique que « le Centre canadien travaillera avec les fournisseurs de services de communication et les partenaires internationaux afin de mettre en œuvre des mesures appropriées et efficaces pour contrer l'extrémisme violent sur l'Internet. Par exemple, le Centre canadien s'est engagé à travailler avec le Forum Internet mondial de lutte contre le terrorisme (GIFCT). Mis sur pied par Facebook, Microsoft, Twitter et Google, ce forum s'attaque au contenu terroriste en ligne¹⁷ ». <p>Travail d'autres organismes gouvernementaux</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRC) « mène des recherches sur la radicalisation au Canada¹⁸ ».

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Service canadien du renseignement de sécurité, [Radicalisation](#).

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
Résolution sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation <i>(suite)</i>		<ul style="list-style-type: none"> • La Gendarmerie Royale du Canada (GRC) travaille à la lutte contre la radicalisation. Entre autres, la GRC inclut « une équipe d'intervention qui travaille en partenariat avec les équipes de la sécurité nationale de la GRC à l'échelle du Canada pour déterminer s'il existe des solutions autres qu'une poursuite pénale [à la radicalisation]¹⁹ ». Cette équipe « vise à aborder l'idéologie sous-jacente à la radicalisation menant à la violence ainsi que les autres comportements préoccupants, comme la toxicomanie et les problèmes de santé mentale²⁰ ». • À titre d'exemple, en 2016, la GRC a publié le Guide de sensibilisation au terrorisme et à l'extrémisme violent qui visait notamment à aider « le personnel d'application de la loi et les praticiens de la prévention à mieux comprendre le phénomène de la radicalisation menant à la violence et la nécessité de mettre en place des initiatives communautaires de prévention et de protection²¹ ». <p>Éducation afin de contrer la radicalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tel que mentionné précédemment, l'éducation constitue une compétence provinciale au Canada et chaque province est responsable de son système d'éducation.

¹⁹ Sécurité publique Canada, [Rapport public de 2017 sur la menace terroriste pour le Canada](#).

²⁰ *Ibid.*

²¹ Gendarmerie royale du Canada, [Guide de sensibilisation au terrorisme et à l'extrémisme violent](#), juin 2016.

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
<p>Résolution sur l'éducation civique et citoyenne dans la Francophonie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pour faire suite à un engagement électoral de revoir le mode de scrutin fédéral, la Chambre des communes a mis sur pied un comité parlementaire dont le mandat était notamment « de déterminer et d'étudier d'autres modes de scrutin, pour remplacer le système majoritaire uninominal à un tour, ainsi que pour examiner les questions du vote obligatoire et du vote en ligne²² ». Le Comité spécial sur la réforme électorale a déposé son rapport intitulé Renforcer la démocratie au Canada : principes, processus et mobilisation citoyenne en vue d'une réforme électorale en décembre 2016 lequel comporte une section sur l'éducation civique et plusieurs recommandations. Notamment, le « Comité recommande que, de concert avec les provinces et les territoires, le gouvernement examine des manières dont les jeunes de moins de 18 ans pourraient s'inscrire sur le Registre national des électeurs, préférablement par l'intermédiaire du système scolaire, au plus deux ans avant d'atteindre l'âge minimal pour voter²³ ». Le Comité recommande également que « le gouvernement octroie à Élections Canada le mandat supplémentaire d'encourager la participation électorale, notamment au moyen d'initiatives comme Vote étudiant organisé par Civix, et de meilleurs efforts de sensibilisation des Canadiens aux options de vote avant le jour des élections (vote par anticipation, vote par la poste, vote à n'importe quel bureau d'Élections Canada), et qu'il lui accorde les ressources nécessaires pour s'en acquitter²⁴ ». 	<ul style="list-style-type: none"> • Tel que mentionné ci-haut, l'éducation au sens large relève du domaine de compétence provinciale. Néanmoins, Élections Canada détient tout de même un mandat d'éducation en ce qui concerne les élections fédérales. Effectivement, au Canada, au niveau fédéral, Élections Canada a pour mission de « veiller à ce que les Canadiens puissent exercer leurs droits démocratiques de voter et de se porter candidat²⁵ ». Il s'agit d'un « organisme indépendant et non partisan qui relève directement du Parlement²⁶ » dont le mandat comporte le fait de « mener des programmes d'éducation pour les élèves sur le processus électoral²⁷ ». • Dans ce cadre, Élections Canada fournit des ressources d'éducation civique gratuites, notamment pour les niveaux primaires et secondaires. De plus, Élections Canada s'est inspiré de la Journée internationale de la démocratie des Nations Unies et a instauré la semaine canadienne de la démocratie, dont la première édition a eu lieu en 2011 : <ul style="list-style-type: none"> La Semaine canadienne de la démocratie vise à informer les Canadiens sur le processus démocratique, à susciter leur intérêt pour ce sujet ainsi qu'à établir un contact avec eux au moyen d'une foule d'activités en personne et en ligne, ainsi que des ressources et des

²² Chambre des communes, Comité spécial sur la réforme électorale, À propos, [Mandat](#).

²³ Chambre des communes, Comité spécial sur la réforme électorale, [Renforcer la démocratie au Canada : Principes, processus et mobilisation citoyenne en vue d'une réforme électorale](#), rapport, 42^e législature, 1^{re} session, décembre 2016.

²⁴ Chambre des communes, Comité spécial sur la réforme électorale, [Renforcer la démocratie au Canada : Principes, processus et mobilisation citoyenne en vue d'une réforme électorale](#), rapport, 42^e législature, 1^{re} session, décembre 2016.

²⁵ Élections Canada, À propos de nous, [Notre mission, mandat, valeurs](#).

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Élections Canada, À propos de nous, [Notre mission, mandat, valeurs](#).

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
		programmes destinés aux enseignants ²⁸ .
Résolution sur l'éducation civique et citoyenne dans la Francophonie (suite)		<ul style="list-style-type: none"> • De plus, Élections Canada s'associe parfois avec CIVIX, « un organisme de bienfaisance enregistré, non partisan et de portée nationale qui a pour mandat de développer les aptitudes à la vie citoyenne chez les jeunes Canadiens²⁹ », notamment dans le cadre de son programme Vote étudiant qui consiste en ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> Coïncidant avec les élections gouvernementales, les élèves en apprennent davantage sur le gouvernement et le processus électoral, en plus de faire des recherches sur les partis et leurs plates-formes, discuter de questions d'actualité et exprimer leur suffrage pour les candidats officiels de l'élection. Après la fermeture des bureaux de vote officiels, les résultats sont partagés avec les médias pour la diffusion et la publication³⁰. • Lors des élections fédérales de 2011, environ 500 000 étudiants provenant de presque 4 000 écoles de partout au Canada ont participé au programme qui a été offert en partenariat avec Élections Canada³¹. De la même manière, lors des élections fédérales de 2015, CIVIX et Élections Canada ont offert, aussi en partenariat, le programme Vote étudiant dans les écoles. Au total,

²⁸ Élections Canada, [À propos de la Semaine canadienne de la démocratie](#).

²⁹ CIVIX, [Qui nous sommes](#).

³⁰ Vote étudiant, [À propos du vote étudiant](#).

³¹ Chambre des communes, Comité permanent de la procédure et des affaires, [Témoignages](#), 41^e législature, 2^e session, 27 mars 2014, 1210 (M. Taylor Gunn, président, Civix).

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
		6 662 écoles y ont participé, 922 000 étudiants ont voté et les 338 circonscriptions y étaient représentées ³² .
Résolution sur les associations d'enseignants(es) de français ³³	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de leurs travaux, les comités parlementaires sur les langues officielles du Sénat et de la Chambre des communes consultent régulièrement des regroupements nationaux et provinciaux œuvrant pour soutenir l'enseignement en français à travers le Canada. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement du Canada, par l'entremise du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC), offre un appui au personnel éducatif enseignant en français. Des fonds et des activités permettent notamment au personnel enseignant de recevoir de la formation, de favoriser le recrutement de personnel compétent en milieu minoritaire francophone. • Plusieurs associations d'enseignants de français reçoivent annuellement un financement du gouvernement du Canada par l'entremise de Patrimoine canadien, notamment l'Association canadienne des professeurs de langues secondes et l'Association canadienne des professionnels de l'immersion. • Le Plan d'action sur les langues officielles 2018-2023 du gouvernement du Canada prévoit des investissements pour élaborer et soutenir des stratégies de recrutements des enseignants francophones pour les communautés minoritaires.

³² Vote étudiant, [Les résultats](#).

³³ Au Canada, l'éducation est un domaine de compétence provinciale. En 1867, les provinces et territoires ont créé le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC), un organe de concertation nationale en matière d'éducation. Les paramètres de coopération en matière d'éducation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux sont établis par le [Protocole d'entente relatif à l'enseignement de la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde](#). C'est par l'entremise de ce Protocole et du CMEC que le gouvernement du Canada finance plusieurs initiatives en éducation.

Résolutions de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles	Initiatives parlementaires	Initiatives gouvernementales
<p>Résolution sur les études en français³⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international du Sénat effectue présentement une étude sur la diplomatie culturelle du Canada. 	<ul style="list-style-type: none"> En mars 2018, le gouvernement du Canada a rendu public le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. Le Plan a été élaboré à la suite d'une consultation pancanadienne tenue en 2016. <ul style="list-style-type: none"> Le Plan renouvelle l'engagement du gouvernement du Canada à continuer de financer l'éducation dans la langue de la minorité, qui est le français dans la plupart des provinces et territoires du Canada. Le Plan prévoit d'augmenter le financement des organismes qui font la promotion des études dans la langue de la minorité, dont le français. Le Plan prévoit la création d'un nouveau programme de subventions pour des activités de constructions identitaires. Ce programme permettra aux organismes francophones en situation minoritaire de collaborer avec les écoles francophones locales pour mener à bien des projets communs. Le Plan prévoit de nouveaux investissements dans les organes spécialisés dans la promotion de la culture francophone au Canada dont Radio-Canada, le Conseil des arts du Canada, Téléfilm Canada et l'Office national du film. Le gouvernement du Canada assure un suivi efficace quant à la formation et à la qualité de l'enseignement en français par l'entremise du Protocole d'entente relatif à l'enseignement de la langue de la minorité et de la langue seconde. Les travaux du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) donnent aussi une direction à l'enseignement en français au Canada. En février 2018, Patrimoine canadien a annoncé le lancement du Corridor patrimonial, culturel et touristique francophone, un site Web et une application mobile permettant de découvrir les attraits touristiques liés à la culture francophone au Canada.

³⁴ *Ibid.*